

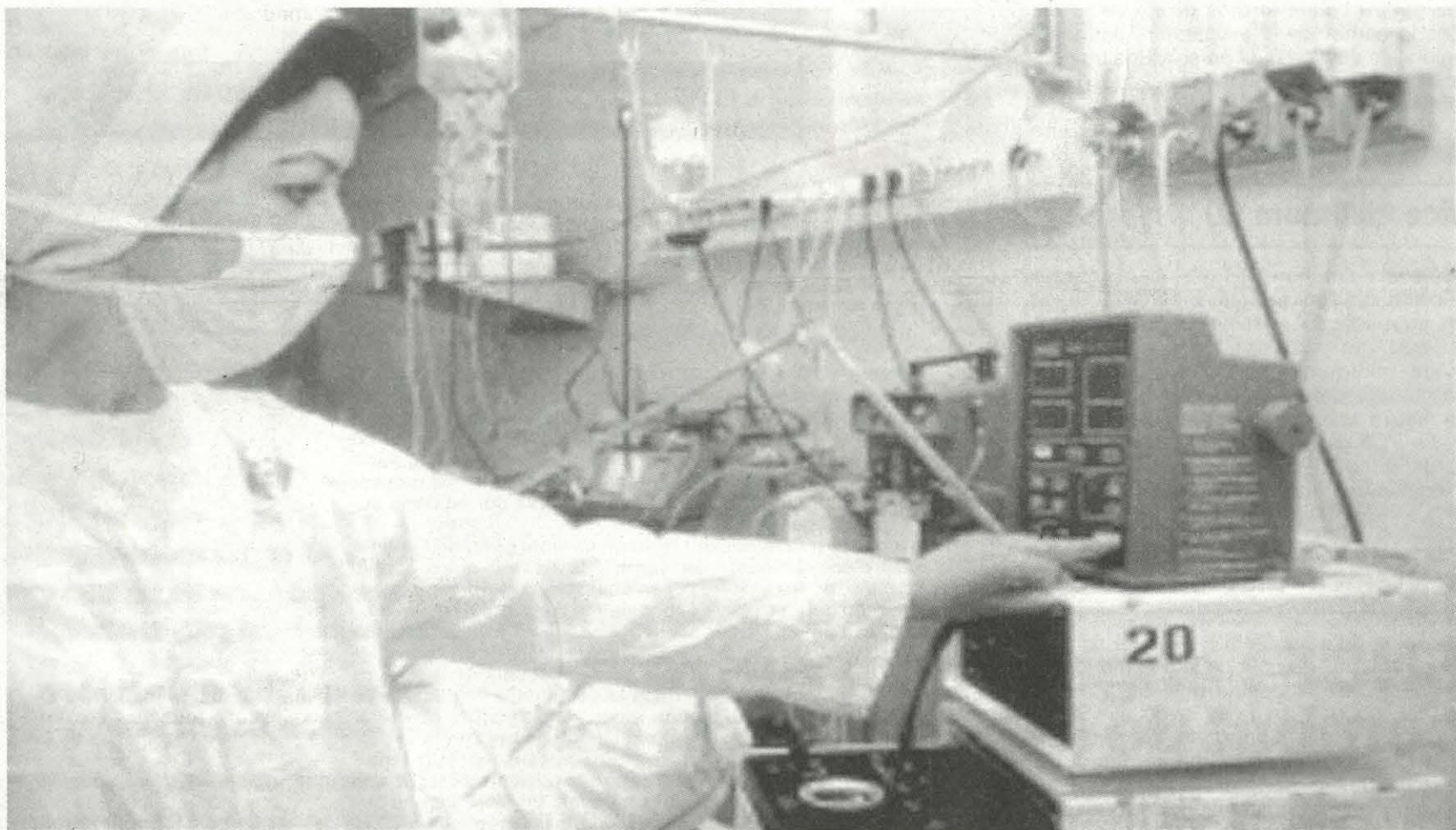


# les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 759 - 19 novembre 2003 Prix : 0,38 €

## L'ARNAQUE DE LA SUPPRESSION D'UN JOUR FÉRIÉ



### Vite lu

Nous ouvrons dans ce nouveau numéro des "Nouvelles" le dossier de futures échéances électorales de 2004 qui permettront de renouveler des Conseils régionaux. Une modification de la loi électorale, l'application de la stratégie du Parti

Communiste Français est au cœur de la table ronde que nous avons organisée entre les deux conseillers communistes de Loire Atlantique sortants et le Secrétaire de la Fédération. Deux pages consacrées à ce dossier mais aussi les principaux faits de l'actualité politique économique et sociale dans notre département et au niveau de notre pays. Tel est le sommaire de ce 759ème numéro du journal de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF qui espérons-le vous satisfera.



Le Gouvernement propose de consacrer les cotisations sociales d'un jour férié à un "fonds de solidarité".

En clair, cela revient à grever les cotisations sociales pour les affecter à un fonds spécifique.

C'est une véritable arnaque : cette mesure ne fera pas rentrer un Euro de plus dans les caisses, puisque les jours fériés sont déjà payés.

Le seul bénéfice sera pour l'employeur, dont les employés travailleront un jour de plus.

Après les 35 heures, la retraite à 60 ans, les salaires, voilà donc les jours fériés dans le collimateur du gouvernement. La maxime libérale est désormais accomplie. Travailler plus, plus longtemps, plus souvent.

Loin de tirer les conséquences des drames de la canicule, de l'incurie de sa gestion et des restrictions sur les dépenses de santé qui en constituent la toile de fond, le gouvernement se lance dans cette opération de pure démagogie. Culpabiliser les Français pour, en vérité, prélever sur les revenus du travail de quoi boucher les coupes budgétaires que ce même gouvernement a opérées (notamment la suppression de 100 millions pour l'aide aux personnes âgées).

Cette mesure fait encore davantage reculer les acquis sociaux, comme le souhaite le MEDEF, pour allonger le temps de travail de plusieurs millions de salariés, pendant que tant d'autres continuent de croupir au chômage. Prétendre, au nom de la réduction du temps de travail, comme d'autres le faisaient avant guerre au nom des congés payés, que les Français travaillent moins et moins bien, est pur mensonge. C'est tirer un trait sur les énormes gains de productivité, l'intensification du travail, le stress et la fatigue, sources de tant de problèmes de santé au travail.

Jean-Pierre Raffarin a expliqué que son gouvernement s'est fixé trois grands rendez-vous, la réforme des retraites en 2003, celle de la santé en 2004, et celle de l'éducation nationale pour début 2005, qui devraient permettre à la France de trouver sa place en Europe avec succès et avec le respect des règles. Ces fameuses règles, on les connaît : réduction des impôts sur le capital et les hauts revenus et compression des dépenses publiques.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi le gouvernement fait tout pour déconnecter le diagnostic de la crise sanitaire de l'été des enjeux de la réforme du système de santé. Au nom de la solidarité, les salariés français devront payer la facture de la première, et au nom des intérêts supérieurs de la compétitivité nationale, la facture de la seconde. Par soucis d'efficacité et de justice il faut faire autrement.

Nous faisons plusieurs suggestions à Monsieur Raffarin :

1. Qu'il consacre le produit des gains financiers d'une seule journée boursière aux personnes âgées.

2. Qu'il renonce à payer sur le produit de nos impôts, les gâchis des opérations financières désastreuses du Crédit Lyonnais soit, en plus de ce que les contribuables ont déjà acquitté, un nouveau montant de 575 millions de dollars.

Plus durablement, pour assurer le financement d'un haut niveau de sécurité sociale pour toutes et tous, quel que soit l'âge des personnes :

Qu'il décide de taxer les revenus financiers au même taux que les salaires

Qu'il renonce progressivement aux exonérations de charges sur les salaires, qui aggravent les déficits des Caisses sociales. A l'opposé, qu'il mette en place une politique de prélèvements sélectifs, encourageant la création d'emplois, la croissance des qualifications et des salaires, et dissuadant les placements financiers stériles.



### EN BREF

#### A force de le dire...

A force de répéter que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, on se demande si notre Premier ministre ne commence pas à croire à ce qu'il raconte. C'est ainsi qu'en déplacement en province, il s'est longuement étendu sur la santé de notre pays, déclarant :

**"Les difficultés sont derrière nous, aujourd'hui il faut avoir confiance, la croissance revient"** pour finir sur un véritable feu d'artifice : **"L'année 2004 verra reculer le chômage"**.

#### Service minimum (1)

C'est au tour de Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement Raffarin, de monter au créneau à propos du service minimum dans les transports collectifs en cas de grève. Cette déclaration de guerre contre le droit de grève a été faite dans le cadre de la préparation des élections régionales dont ce haut personnage du gouvernement se présente comme le futur chef de file pour l'UMP en Ile de France. Ce sera a-t-il déclaré **"un terrain d'action majeur et prioritaire pour moi"**

#### Service minimum (2)

De son côté, la fédération CGT des cheminots par l'intermédiaire de son secrétaire général, réagit dans un entretien au quotidien "la tribune" en déclarant que son organisation **"reste opposée au service minimum"**. La CGT a également décidé d'interpeller les usagers et leurs organisations sur **"leurs attentes concernant le service public"**. Le PCF dans un tract à destination des usagers de la SNCF, distribué dans les gares revient également sur la défense du service public.

#### Complètement timbrée

La suppression du lundi de la Pentecôte comme jour férié n'étant pas du goût de tout le monde, la ministre déléguée à l'industrie réfléchit à quelle ponction elle pourrait se livrer avec ses comparses du gouvernement pour remettre quelques sous dans la caisse. Etant en charge des questions de la poste, elle n'a pas été loin pour simplement suggérer l'augmentation de quelques centimes d'euros du timbre poste. Facile tout de même de trouver de l'argent...

#### Les cordons de la bourse

Le Congrès américain vient de décider d'une nouvelle enveloppe budgétaire entrant dans le cadre de l'intervention US en Irak. Ce n'est pas moins de 87,5 milliards de dollars qui ont été votés par les élus américains soit la bagatelle de 76,4 milliards d'euros. Et si l'argent dépensé pour la guerre et la domination de l'Oncle Sam sur le monde servait à satisfaire les besoins essentiels des hommes comme la faim dans le monde, la lutte contre le sida... ne serions-nous pas mieux ?

#### Plus de fabrication en vue

Le groupe français Thomson n'en finit pas de vendre ou de fermer ses usines de production dans notre pays. C'est ainsi qu'il vient de céder à un groupe chinois TCL, la production de ses téléviseurs et DVD. Nous allons donc avoir en France un grand groupe industriel qui ne produit rien ou tout du moins rien en France. Que va-t-il advenir des unités de production de téléviseurs d'Angers ? Ce n'est pour l'instant pas à l'ordre du jour.

### De vous à moi

Si peu de monde le connaît, son nom n'est toutefois étranger à personne. Sa photo s'affiche sur tous les murs de France en 4 mètres sur 4 mètres, il se nomme Nicolas Miguet et se propose que vous l'appeliez le plus vite possible sur le numéro de téléphone indiqué.

Une question se pose pour beaucoup de gens : mais qui se cache derrière celui qui peut se payer de telles campagnes publicitaires ?

Nicolas Miguet est propriétaire de plusieurs publications boursières.

Sous couvert de donner à ses interlocuteurs de bons conseils, il empoche d'intéressants revenus boursiers qui s'élevaient en 2002 à quelques 1 137 716 euros. Celui qui défend les intérêts des petits actionnaires d'Eurotunnel, voyez-vous, n'est pas trop spolié par le capital. Pas étonnant après cela qu'on puisse le "croiser" au volant de son coupé Maserati.

Il n'y a, jusque là, pas de quoi me direz-vous, fouetter un chat. Aussi faut-il aller plus loin dans la description de cet individu pour savoir qu'il profite à plein du système en empochant 14 015 euros, au titre du financement de la vie politique car il avait été candidat aux élections européennes de 1999 et aux législatives de 2002, sous l'étrange bannière "apolitique" de défense des contribuables. C'est bien là, que le bât blesse car notre cher Nicolas Miguet qui d'ailleurs, soit dit en passant, a effectué 4 mois de détention en préventive après avoir été condamné à huit mois de prison avec sursis pour "banqueroute", escroquerie et faux en écriture, n'en est pas à son coup d'essai politique. Il était au milieu des années 1970, jeune giscardien, en 1977, l'un des responsables pour le département de l'Eure de ce même mouvement, en 1979, homme de campagne de Simone Veil aux européennes et qu'on le voit aujourd'hui dans les fêtes du parti de Jean Marie Le Pen... Ces quelques lignes montrent bien que derrière l'apolitisme se cache toujours quelque chose que l'on ne veut pas montrer et que la crise de la politique, dans laquelle nous nous sommes enfoncés, permet de bien tristes opérations qui sont affreusement éloignées des difficultés dans lesquelles tant de nos concitoyens se débattent.

Y.C.

### Ouvreurs de pistes

Chacun d'entre nous au moment le plus fort de la canicule, à juger sévèrement les conditions qui entraînaient la mort de milliers de personnes âgées dans notre pays. A l'époque, le gouvernement Raffarin a sciemment décidé de se donner du temps pour aborder la question ne voulant pas avancer de solutions alors qu'une majorité de Français condamnait les politiques développées par les différents gouvernements qui se sont succédés ces dernières années.

Cette décision était également motivée par l'incapacité pour le gouvernement, dans les objectifs politiques qui sont les siens, de trouver de véritables remèdes aux maux que connaît notre pays dans le domaine de la santé publique et particulièrement pour les personnes âgées.

En effet, aucune amélioration n'est possible si l'on ne se donne pas les moyens financiers pour pratiquer une politique de santé qui réponde aux besoins exprimés par la population.

C'est ainsi que le gouvernement Raffarin a élaboré plusieurs pistes sur la base d'orientations avancées par le MEDEF qui ont, pour seules finalités, de faire payer les salariés. Nous annonçons dans notre édition du début octobre la possibilité de la suppression d'un jour férié dans l'année " pour solidarité nationale ". Cette proposition du patronat a fait depuis son chemin car, Raffarin vient d'annoncer que le lundi de la Pentecôte sera désormais dans la fonction publique, un jour de travail dans le cadre de la " solidarité nationale " (la détermination du choix de ce jour, pour une meilleure adaptation, reste, dans le privé, au gré de l'employeur). Tout avait été fait pour préparer l'opinion publique. On chuchotait là, on démentait ici, le patronat se déclarait inquiet, mais sur le fond, la machine était en marche pour remettre en cause un jour férié.

D'ailleurs, pour le gouvernement, cette proposition s'inscrit dans une logique de faire travailler plus les Français ou du moins ceux qui ont un travail. En effet, depuis qu'elle est aux affaires, la droite n'a cessé de s'attaquer au temps de travail, dans la vie, par la remise en cause des droits au départ en retraite, dans la semaine, par des attaques ciblées aux 35 heures et aujourd'hui dans l'année par la suppression d'un jour férié.

Nous avons bien là, la mise en pratique des orientations du MEDEF que nous rencontrons dans d'autres domaines comme le droit au travail, l'indemnisation des chômeurs ...

Oui, il est nécessaire de trouver de nouveaux financements pour assurer une meilleure protection sociale dans notre pays mais elle ne doit pas passer par les poches de ceux qui vivent de leur travail.



### LCR/LO : un mariage électoraliste

Ce n'est pas un mariage d'amour ni de raison que les dirigeants de la Ligue Communiste Révolutionnaire et ceux de Lutte Ouvrière ont scellé mais plus, la mise en œuvre d'une politique électoraliste qui va tenter de conserver les acquis de voix obtenues dans une situation très particulière au printemps 2002.

C'est en effet la première fois que les deux mouvements trotskistes s'unissent pour des élections. Au revoir ce "bon vieux temps" de l'élection piège à "cons", scandé par les militants des deux mouvements. Aujourd'hui, l'heure serait plus à utiliser la loi pour faire la peau aux communistes pour les prochaines échéances.

Comme le disait un commentateur politique, il est pour

le moins cocasse, que les amis d'Arlette et du petit facteur, qui jusqu'à présent affichaient leurs intentions de prendre le pouvoir par la révolution et non par les urnes, s'allient pour tenter un acte révolutionnaire par les urnes tout en continuant à crier vive la révolution prolétarienne. En tout état de cause une chose est claire, à la sortie du congrès de la LCR : nos amis trotskistes sont restés totalement coincés au niveau de la contestation et "du savoir dire non" sans pour cela pouvoir développer la moindre proposition pour une alternative politique nouvelle à gauche. A en croire ceux qui croisent l'élus trotskiste à la région ou les quelques élus dans les mairies, leur crédibilité politique est vraiment à inventer faute de faire mieux en ce moment.



La Poste : l'éclatement ?

Le projet de contrat de plan Etat-La Poste vient d'être dévoilé. C'est à une véritable machine de guerre contre le service public de La Poste à laquelle nous sommes confrontés.

Il touche toutes les structures du service public. En matière d'emplois, de qualité, de diversité des services rendus aux usagers, de présence sur tout le territoire, de tarification. Ce contrat constitue une attaque sans précédent, une régression de très grande ampleur, une véritable machine de guerre contre le service public.

Pour le gouvernement, il s'agit d'engager La Poste dans une guerre de concurrence décidée et orchestrée par les dirigeants de l'Union européenne pour mettre à bas l'ensemble de entreprises de services publics.

Sur 17 000 bureaux de poste actuels - dont 12 500 de plein exercice - seulement 6 013 seraient maintenus. Le plan va les remplacer par des " points de contacts " en partie à la charge des collectivités territoriales et des commerces de proximité. Contrairement aux affirmations du projet, la distribution du courrier à J+1 (70% actuellement) ne pourra que se dégrader davantage.

D'ici 2012, une hémorragie des emplois est programmée : sur 140 000 départs en retraite prévus, seulement un sur deux sera remplacé.

A terme, l'immense majorité du courrier distribué dans les villes et par zones d'activité économique, échapperait à La Poste au bénéfice d'entreprises privées. A long terme, la partie du courrier restant à La Poste risque de se cantonner aux



Le service public local à préserver

zones rurales et semi rurales. La péréquation tarifaire disparaîtrait mettant ainsi fin à l'égalité de traitement des usagers que garantissait le service public de La Poste.

Une nouvelle fois, si l'on compare les différentes situations chez nos voisins européens, on s'aperçoit du danger que revêtent les intentions gouvernementales et de la nécessité d'empêcher à ce que le contrat devienne réalité.

Les services postaux en Europe

**Suède** : suite à la libéralisation de La Poste, les tarifs ont progressés de 75% alors que 25% des bureaux ont disparus ainsi que 25 % des emplois.

**Royaume Uni** : les bureaux gérés en propre par La Poste représentent moins de 5%. 95% des points de ventes sont des épiceries.

**Pays Bas** : l'opérateur public n'a plus de bureau en zone rurale. Les services financiers ont été cédés à un grand groupe bancaire privé.

**Norvège** : les points de contacts sont des stations services et des marchands de journaux.

**Allemagne** : Deutsche Post a acheté à un prix faramineux les services financiers qu'elle avait vendus 9 ans plus tôt.

Comparaison :

Les points de contacts.  
France : 1 pour 3400 habitants  
Italie : 1 pour 4200  
Allemagne : 1 pour 6100  
Pays Bas : 1 pour 6300  
Belgique : 1 pour 7400

Recul à la SNCF



Dans un climat de difficultés économiques, la direction de la SNCF vient en rajouter un peu en annonçant la suppression de 2 000 emplois en 2003, la suppression de trains de voyageurs dans certaines régions et notamment le centre de la France et l'abandon de transport fret jugé pas assez rentable, ce qui va entraîner un nouvel encombrement des routes et de la pollution.

Cette annonce, en étroite collaboration avec le gouvernement, démontre les véritables choix de la droite, de porter des coups au service public. Les intentions réelles du gouvernement, au nom de sa politique démagogique de baisse des impôts, se traduisent par une réduction de sa contribution au développement du rail contrairement à la politique menée en son temps par Jean-Claude Gayssot. Dans le même temps, il décide de ponctionner la SNCF en augmentant fortement les péages que verse l'entreprise nationale à l'état. C'est ainsi que ces péages exorbitants de l'ordre de 2 milliards d'euros en 2002, vont passer à 2,3 mil-

liards en 2004 pour atteindre 2,5 milliards en 2006.

C'est cette même politique qui avait prévalu pendant près de trente ans et qui avait placée la SNCF dans une situation catastrophique. Les efforts menés par le ministre des transports Jean-Claude Gayssot avaient permis d'inverser quelques tendances lourdes telles, la chute constante des effectifs pour arriver à une augmentation, la réouverture de lignes, le ferroutage... Aujourd'hui, la politique développée par la droite va ruiner, si nous laissons faire, tous les résultats obtenus.

Cette politique ultra libérale n'est pas obligatoirement suivie par nos voisins européens où des investissements importants sont réalisés et un certain nombre d'aides apportées pour donner aux transports ferroviaires, une place plus importante dans une société qui transporte de plus en plus de marchandises et d'hommes et où les questions environnementales deviennent de plus en plus critiques.

Seuls en Europe ?

L'impasse dans laquelle le gouvernement place la SNCF est d'autant plus dommageable qu'elle est contraire à ce qui se passe pour tous les autres opérateurs ferroviaires historiques en Europe.

En Allemagne, l'état allemand a versé 18,1 milliards d'euros de subventions à la compagnie nationale des chemins de fer. En Autriche, c'est près de 4,4 milliards d'euros qui ont été versés. La SNCF quant à elle, a bénéficié de moins de 4,9 milliards d'euros.

En Belgique, le gouvernement envisage de prendre à sa charge 7,2 milliards d'euros de la dette de la SNCB. Faut-il rappeler que la dette de la SNCF se monte à 7,3 milliards d'euros ? Mais le gouvernement français n'entend apparemment rien aux histoires belges.

Dans le domaine des investissements, les Allemands ont décidé d'un programme à réaliser avant 2015 qui prévoit 77,9 milliards d'euros pour les infrastructures... De quoi rêver devant les décisions de Raffarin et de son gouvernement.

Recherche

Les dernières actions des personnels de la recherche avaient montré à l'opinion publique, le niveau de désinvolture avec lequel les gouvernements traitaient de cette question. De nombreuses recherches sont arrêtées en cours d'année, faute de budgets suffisants, des pans entiers de recherches demeurent inexploités faute de crédits suffisants. Nous avons abordé cette question dans un précédent numéro des Nouvelles avec un article de Paul Robert ingénieur chercheur à l'INRA de Nantes.

Nous revenons dans cette page sur la question alors que l'Assemblée nationale discute du budget pour la recherche dans le cadre de l'année 2004.

Le gouvernement annonce à grand fracas, une augmentation des moyens de la recherche de 3,9% dont 2,2% au titre du budget civil de recherche développement. La réalité est tout autre car pour les établissements publics de recherche (CNRS, INRA, INSERM, IRD, INRIA, CEMAGAGREF, INED, INRETS, LCPC), les autorisations de programme et les crédits de paiement connaîtront une stagnation absolue soit 0% d'augmentation et les établissements publics à caractère industriel et commercial (IFREMER, BRGM, ADEME, IPEV, CIRAD), connaissent une situation plus grave encore puisque le total des autorisations de programme et de crédits de paiement, chute de 9,5%. La palme revenant au CEA civil dont les autorisations de programme, chutent de 61,22%.

N'est ce pas pourtant en s'appuyant sur le développement de la recherche publique et en changeant radicalement d'orientation en matière de politique industrielle, que l'on pourra dynamiser l'activité de recherche dans les entreprises ? Ce n'est, semble t il pas l'orientation choisie par la majorité UMP à l'Assemblée nationale avec les conséquences pour demain sur l'emploi et l'économie nationale.



**Le débat sur les stratégies concernant les élections régionales qui doivent se dérouler en mars 2004, traverse l'ensemble de la classe politique mais au-delà les Français qui voient, devant une augmentation importante des prérogatives des Conseils régionaux, nombre de décisions influencer sur leur vie quotidienne. Les récentes dispositions gouvernementales qui étaient pour certaines, au cœur des actions du printemps dernier par la décentralisation, viennent conforter cette appréciation. Nous avons réuni autour d'une même table le Secrétaire de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF, Michel RICA et les deux élus régionaux communistes de notre département, Michèle PICAUD et Gilles BONTEMPS pour débattre des questions qui se posent autour de cette élection, des enjeux qu'elle représente et du rôle des élus communistes dans l'Assemblée régionale.**



Gilles Bontemps, Michèle Picaud, Michel Rica et Yannick Chéneau débattent des futures élections régionales du printemps 2004

**Yannick CHENEAU : Peut être, est-il utile que vous nous rappeliez, pour commencer, les conditions dans lesquelles se sont déroulées les précédentes élections régionales de 1998 ?**

**Michel RICA :** Précisons, effectivement d'entrée, que nous sortions d'une période où il n'y avait plus d'élus régionaux communistes depuis 1992. La question qui se posait, consistait à regagner notre présence dans l'hémicycle régional que nous avions perdue à quelques voix près. Nous étions à l'époque avec un scrutin départemental à la proportionnelle. C'est-à-dire que l'élection se déroulait au niveau de chacun des départements. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui avec la modification de la loi électorale. Dans chaque département, à l'exception du Maine et Loire, des listes d'union des forces de gauche avaient été constituées. C'est ainsi que 5 communistes dont 2 de Loire-Atlantique ont été élus, rejoints par un 6ème suite au décès d'un conseiller élu sur la liste de la gauche en Sarthe.

**Gilles BONTEMPS :** Dès la constitution de la liste, la présence communiste a été marquée par trois éléments :

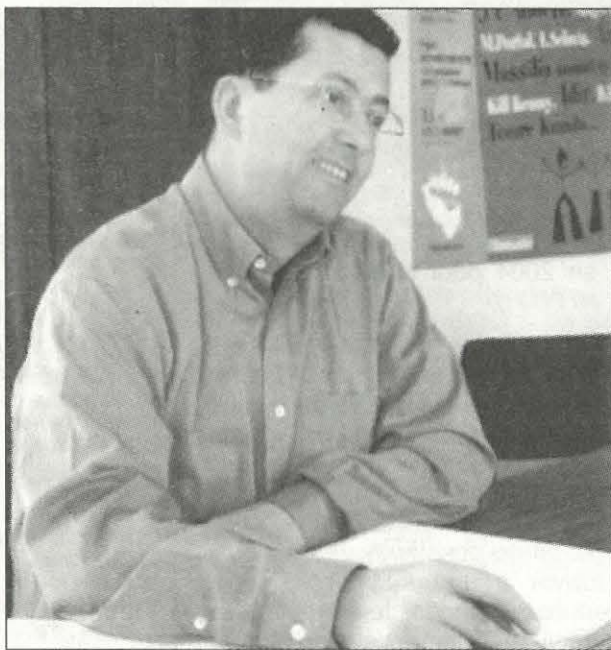
- un positionnement sur celle-ci donnant toute leur place aux communistes,
- la prise en compte d'un bon nombre de nos propositions lors de l'élaboration du programme, une expression spécifique dans le matériel commun et dans la campagne de la liste,
- enfin des prises de position et des initiatives particulières de nos candidats.

Aussitôt l'élection, c'est la même logique qui nous a conduits à constituer un groupe communiste qui durant tout le mandat s'est posi-

tionné sur ses propres orientations et qui a mené une activité indépendante.

**Michèle PICAUD :** Cette démarche, face à la droite, nous a conduits dans un certain nombre de cas à des positions communes avec les autres forces de gauche et dans d'autres, nous avons affirmé des positions différentes. Notre identité, c'est de contribuer, en toutes circonstances, à faire bouger ce que nous pouvons dans le sens du monde du travail,

en inscrivant cela dans notre objectif fondamental de transformation de la société. Notre comportement ne peut donc pas consister à être maximaliste quand on est dans l'opposition et minimaliste dans la majorité. C'est bien à partir des questions posées que nous nous déterminons en toutes circonstances avec notre vision communiste.



Michel Rica, Secrétaire de la Fédération

**Gilles BONTEMPS :** Je partage totalement ce qui vient d'être dit, car l'identité communiste ne peut pas se découper en tranches. Notre identité, c'est de porter le drapeau de l'union et du rassemblement à gauche, face aux représentants de la droite et du MEDEF, en affirmant clairement nos positions communistes dans une démarche constructive. C'est

aussi de travailler avec les salariés, les citoyens pour porter leurs exigences et contribuer à chaque fois que possible à faire bouger les choses dans leur sens.

La présence, à nouveau, d'élus communistes au Conseil régional a permis de faire bouger les choses à droite comme à gauche et à obtenir des résultats sur des questions importantes.

**Michel RICA :** Si la presse s'est attachée à ignorer la plupart du temps les initiatives et interventions des élus communistes au sein de l'Assemblée régionale, leur rôle a été et est important, reconnu d'ailleurs par nos adversaires et évidemment par les salariés, le monde économique et social avec lequel ils ont été amenés à agir et à obtenir du succès.

**Yannick CHENEAU : Tu penses à quoi ?**

**Michel RICA :** Je pense au maintien de la filière d'histoire de l'art à l'Université de Nantes, à l'accélération de la rénovation des lycées comme par exemple, A. Briant à Saint-Nazaire, à la bataille menée pour garantir la construction de l'A380 en France en assurant son montage à Toulouse avec une répartition des charges favorables aux usines de Nantes et de Saint-Nazaire ; à l'extension du port, particulièrement avec Donge-Est, Cheviré n°4 et aussi à l'action pour empêcher sa régionalisation réclamée tant par des élus de droite que de gauche ; à toutes les batailles en lien avec les cheminots aussi bien, pour la réouverture de lignes à l'année comme Nantes-Pornic ou celle qui se prépare avec Nantes-Châteaubriant. Mais plus largement, à la contribution active sur les nombreux dossiers ferroviaires avec une démarche constante de rééquilibrage route-rail et défense du service public. On pourrait aussi parler de l'Aéroport de Notre Dame des Landes, des réparations après la marée noire et dans cet esprit, de la bataille pour la Navale, voire l'obtention d'un contenu différent pour la récente Conférence sur la sécurité maritime, ou encore du soutien actif au printemps dernier à la lutte victorieuse des conseillers d'orientations, etc...

**Yannick CHENEAU : Comment dans une région dirigée par une majorité de droite, les élus communistes, minoritaires, peuvent-ils faire bouger certaines orientations ?**

**Gilles BONTEMPS :** Sur le choix d'orientations politiques marquées par le vote du budget, chaque année, les élus communistes ont contraint la majorité au débat de fond et nous nous sommes à chaque fois vigoureusement opposés à sa politique au service du MEDEF. Cela n'a pas été le cas de tout le monde. Je

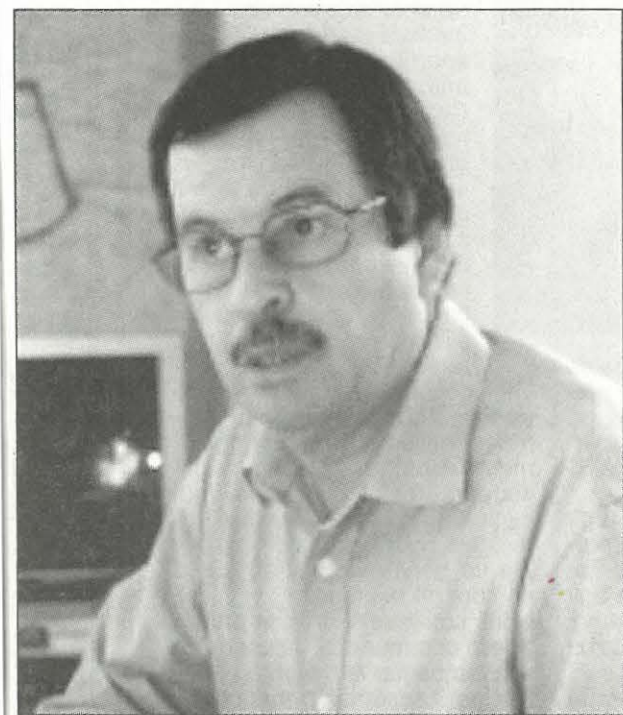


pense par exemple aux élus CPNT qui, le plus souvent, ont voté pour.

Tout en votant contre en orientations fondamentales, nous avons toujours avancé des contre propositions, certaines ont été retenues.

Dans le même sens, notre engagement dans les commissions et le travail constant hors de l'institution avec les acteurs économiques et sociaux concernés, ont permis de mobiliser beaucoup de forces, de créer des synergies et des exigences avec lesquelles les autres élus ont du compter. C'est ce qui explique que l'on ait pu avancer sur de nombreux dossiers comme le soulignait Michel précédemment.

**Michèle PICAUD :** Tout à fait, notre présence dans les commissions, notre pugnacité et



Gilles Bontemps, conseiller régional

notre démarche d'être toujours en liaison avec les associations, les syndicats, la population, l'ensemble des intéressés, les forces économiques, les entreprises concernées et les collectivités, est appréciée et efficace. On pourrait donner l'exemple de Gilles qui a proposé aux élus régionaux de sa commission d'aller visiter des grands ports d'Europe comme Liverpool, Anvers, Dublin, Bilbao et autres pour se faire une idée plus précise des questions liées au développement du port autonome de Nantes Saint-Nazaire. Ces initiatives ont permis d'obtenir une autre réflexion et un autre positionnement des élus de droite comme de gauche et de contribuer ainsi à des décisions positives sur les questions portuaires.

**Yannick CHENEAU :** Les élections de mars 2004 vont se dérouler avec un nouveau mode de scrutin. N'y a-t-il pas là, un handicap à une juste représentation des différents courants de la vie politique française ?

**Michel RICA :** Ce nouveau mode de scrutin est une véritable atteinte à la démocratie et au pluralisme. Les Communistes ont combattu cette loi qui a pour but de favoriser les majorités en place et d'instaurer le bipartisme au niveau des Conseils régionaux. C'est une loi de droite qui a pour but d'empêcher la présence dans les régions, d'élus qui s'opposent au capitalisme et à son aménagement. Au moment où les salariés, les citoyens vont plus que jamais avoir besoin du point d'appui que sont les élus communistes, je ne conçois pas de ne pas tout faire pour assurer à nouveau leur présence dans les régions. Ne pas travailler dans ce sens serait décider de laisser

face à face la droite et le Parti socialiste. En un mot, ça favorise la droite et crée un boulevard à ceux qui ne veulent qu'aménager la société.

**Michèle PICAUD :** Avec cette loi, les questions se posent dans des termes comparables aux élections municipales. L'expérience des dernières années montre le besoin d'un Parti communiste plus fort, plus actif, affirmant plus fortement son identité aussi bien sur le terrain que dans tous les lieux où se prennent les décisions. Cela avec le souci d'y associer en permanence les citoyens. Renforcer, dans cet esprit, les atouts que sont les élus communistes, me semble essentiel. Ça l'est pour contribuer à faire bouger le quotidien et pour porter partout le débat pour une véritable alternative politique.

**Gilles BONTEMPS :** À l'issue des dernières élections de 1998, les Communistes étaient présents dans la quasi-totalité des régions avec 162 élus au plan national dont 5 puis 6 dans les Pays de la Loire comme nous le rappelions tout à l'heure. Cela a été possible du fait du mode de scrutin à la proportionnelle et parce que nous avons des listes d'union de gauche.

Aujourd'hui, avec la nouvelle loi, dans toutes les régions où notre score tourne autour de 5%, le seul moyen d'assurer la présence d'élus communistes dans les prochaines Assemblées régionales, c'est de constituer des listes d'union à gauche au 1er tour.

**Yannick CHENEAU :** Sur cette question des régionales, il y a des avis différents. Des camarades pensent qu'il ne faut pas de listes d'union au 1er tour, qu'en pensez-vous ?

**Michel RICA :** Il est naturel que les Communistes réfléchissent, discutent et décident ensemble, à plus forte raison dans une période de crise de la politique. Ce qui anime tous les camarades, c'est le souci de prendre les meilleures décisions possibles pour l'avenir.

Pour cela, il faut que tous aient l'ensemble des éléments du débat, c'est à cela que nous essayons de contribuer avec ce numéro des Nouvelles.

Pour ce qui me concerne, outre les éléments déjà donnés précédemment, j'ajouterai deux choses.

Nous ne prenons pas nos décisions hors de la vie. Or, après plus de quinze mois de politique



Michèle Picaut, conseillère régionale

de la droite et compte tenu de la politique de destruction des acquis qu'elle est déterminée à amplifier, le Parti communiste ne saurait faiblir dans la riposte la plus large et la plus ferme à lui opposer. Les régions sont un des lieux de mise en œuvre de ses choix. Le rassemblement à gauche est la garantie de conserver les régions actuellement dirigées par la gauche, d'espérer en conquérir quelques autres, et dans les endroits où comme ici, la droite est largement majoritaire, lui porter les coups les plus forts possibles.

D'autre part, ce n'est pas d'ici les élections, qui vont avoir lieu dans quatre mois, qu'on règlera aussi bien avec les citoyens qu'avec les Partis de gauche, le nécessaire débat sur les périodes précédentes. Il faudra un peu plus de temps et on le fera mieux avec un Parti communiste ayant conforté ses positions qu'avec un Parti qui en aurait délibérément abandonné l'essentiel.

**Gilles BONTEMPS :** Tout à fait d'accord. Il ne faut pas se tromper d'échéances. L'alternative ne se règlera pas aux régionales mais, les régionales, par contre, peuvent être un point d'appui avec des élus communistes dans la construction d'une alternative politique sérieuse. Dans le même temps, dans l'état actuel des choses, c'est avec les cantonales, les législatives et la présidentielle que l'on peut mesurer l'état du rapport de force et c'est pourquoi il y aura des candidats communistes dans tous les cantons.

## VERS UN AFFRONTEMENT DROITE GAUCHE AVEC LE NOUVEAU MODE DE SCRUTIN

Pour la première fois en France, avec la réforme de la loi électorale, les circonscriptions seront régionales. Dans les Pays de la Loire, les listes de candidats devront être établies au plan régional (93 noms) avec une tête de liste régionale et " des sections départementales ". La Loire-Atlantique aura 31 noms. Les électeurs choisiront leurs conseillers lors des deux tours de scrutin.

Le mode de scrutin se rapproche de celui des municipales. Il pousse au rassemblement à gauche comme à droite.

Seules les listes qui obtiennent plus de 5% au premier tour, peuvent éventuellement fusionner avec une autre liste qui, doit avoir obtenu au moins 10% des exprimés (score qu'il faut obtenir pour pouvoir se maintenir).

Toute liste qui n'obtient pas 5% au premier tour est définitivement éliminée et ne peut prétendre avoir d'élus.

## LA CONSULTATION DES COMMUNISTES

Qu'il s'agisse du choix de la stratégie politique ou de la désignation de leurs candidats, ce sont les Communistes qui décident. La consultation se déroulera en deux temps : en novembre, tous les adhérents pourront exprimer leur point de vue sur les deux questions ainsi que sur le contenu de nos propositions sur la région. Le Conseil départemental fera des propositions de candidatures.

Une Conférence régionale statutaire (article 17.2 des statuts du Parti communiste) élaborera le 29 novembre prochain, une proposition de démarche stratégique régionale ainsi qu'une proposition de liste de candidats. L'une et l'autre questions seront ensuite soumises au vote des militants courant décembre.

Les principales dates à retenir :

3 novembre : Réunion du Conseil départemental

Du 3 au 26 novembre : 1ère phase de la consultation des communistes sur la stratégie, notre projet régional et sur la proposition du Conseil départemental.

26 novembre : Réunion du Conseil départemental.

29 novembre : Conférence régionale des Conseils départementaux.

Du 8 au 12 décembre : Consultation par vote des adhérents du Parti sur toute la région.



### EN BREF

#### La banque dans le rouge

La restructuration à la Banque de France est à l'ordre du jour du Comité central avec l'annonce de 2561 emplois de moins sur près de 14 000 actuellement. Cette restructuration va également entraîner la fermeture de 115 succursales sur les 211 actuelles. Jean-Claude Trichet gouverneur de la Banque de France peut être fier, à la veille de prendre de nouvelles responsabilités au niveau européen, du "travail accompli" qui va se traduire pour ceux qui sont déjà les plus démunis (les foyers surendettés), par de nouvelles difficultés.

#### Attention à la grève

Cela fait comme un coup de tonnerre dans le monde syndical : la CGC par l'intermédiaire de l'un de ses responsables nationaux Jean-Luc Cazettes, appelle à la grève et générale s'il le faut suite à l'annonce de la suppression possible du lundi de la Pentecôte. Vraiment, ça ne rigole pas pour le gouvernement qui voit son allié d'hier (souvenons nous des retraites) devenir contestataire. Enfin, calmons-nous, nous n'en sommes encore pas là.

#### Les grosses légumes

Bonduelle, le roi des légumes vient d'annoncer ses résultats. Cela va bien pour celui qui vient de fermer son entreprise de Machecoul (160 salariés) puisque les bénéfices annoncés sont en progression de 19% avec un chiffre d'affaire de 64,5 millions d'euros. Il est vrai que le groupe alimentaire n'en finit pas de se restructurer pour gonfler ses profits sur le dos des salariés. On ferme à Machecoul, on ouvre en ce moment une usine en Allemagne et en 2004 en Russie... Et pendant ce temps là, les aides publiques vont bon train... que voulez-vous, c'est ça le libéralisme.

#### Dépôt de bilan

Nouveau coup dur pour l'emploi dans la région de Châteaubriant avec l'annonce du dépôt de bilan à la fonderie Focast qui emploie 190 salariés. Si la presse locale titrait dans l'optimisme en déclarant que l'entreprise échappait à la liquidation judiciaire, il n'en demeure pas moins que l'incertitude est de mise quant à l'avenir du site et de ses emplois. Notons que les Communistes du castelbriantais étaient dès l'annonce du dépôt de bilan, sur le marché de la ville où ils distribuaient un tract demandant des comptes aux pouvoirs publics qui n'ont jamais été regardant sur les aides apportées à l'entreprise sans contrôle de l'utilisation de ceux-ci.

#### Des soucis de communication ou autre chose

A en croire l'ensemble de la presse, le plan de Raffarin concernant les dispositions gouvernementales après le tragique épisode de la canicule ne passe pas dans l'opinion publique. L'ensemble des professionnels condamne un plan qui ne donne pas de moyens efficaces pour solutionner les questions posées. Les salariés se voient amputer d'un jour férié. Le doute s'installe déjà sur les véritables intentions budgétaires du gouvernement qui pourrait, grâce aux sommes obtenues, boucher une partie du déficit actuel de l'état. Il ne s'agit pas seulement d'une méfiance à l'égard de nos gouvernants sur ce plan précis mais plus à en croire les sondages de "popularité" à une véritable opposition à la politique menée par ce gouvernement.

### Vous avez dit départs anticipés ?



Le point d'orgue, selon la CFDT, de la négociation sur les retraites, qui avait amené cette dernière à signer le texte du Ministre de l'action sociale, vient de s'écrouler comme un château de cartes avec la parution du décret d'application au journal officiel. C'est en effet à une toute autre réalité que sont confrontés celles et ceux qui ont commencé à travailler à 14, 15 ou 16 ans par rapport à l'annonce au printemps dernier de Chérèque et de ses amis. Regardons de plus près les modalités contenues dans le décret :

- Il faut totaliser 42 années de cotisations pour pouvoir prétendre partir à 56 ans

- Il faut 41 années pour partir à 58 ans et 40 pour partir à 59 ans

Plusieurs difficultés vont surgir pour un grand nombre de prétendants à un départ anticipé car le texte précise qu'il s'agit bien "d'une durée de versement qui a donné lieu à cotisations du salarié". C'est-à-dire que sont exclues toutes les périodes de chômage. Les périodes de service militaire, d'incapacité temporaire de travail du fait de maladie, accouchement ou acci-

dent du travail sont elles aussi exclues dans une limite de 4 trimestres.

De plus pour pouvoir bénéficier du texte, il faut avoir cotisé au moins 5 trimestres avant la fin de l'année civile de ses 16 ans pour partir à 56, 57 ou 58 ans, ou avoir ces 5 trimestres dans l'année de ses 17 ans pour partir à 59 ans.

Ces deux mesures, extrêmement draconiennes, ont pour effet de pénaliser les salariés soit par le début de leur carrière car beaucoup ne totalisent pas les 5 trimestres de cotisations (apprentissage) et par l'évolution de la carrière elle-même car rares, très rares sont ceux qui peuvent dire qu'il n'ont pas eu de périodes d'inactivité pour chômage, maladie... Notons également l'esprit restrictif des négociateurs et législateurs qui excluent le bénéfice des trimestres pour enfants élevés, ce qui va pénaliser un très grand nombre de femmes.

Nous sommes loin de la proposition communiste refusée en son temps par la majorité socialiste à l'Assemblée nationale, (décembre 2001) qui prévoyait la possibilité de départ anticipé pour tous les salariés qui ayant cotisé 40 années

### Chômage en hausse

Les derniers chiffres du chômage pour le mois de septembre, montrent le désastre de la politique de nos gouvernants en matière d'emploi. Fillon peut bien reprendre à son compte les déclarations optimistes de son 1er ministre à propos d'une embellie pour 2004, tous les clignotants s'allument. Ce sont 130 000 chômeurs de plus depuis le début de l'année, un taux de chômage que frôle les 10% de la population active, un chômage accru pour les femmes et les plus de 50 ans et surtout une hausse de plus de 5 % sur un mois pour les jeunes de moins de 25 ans.

La précarité de l'emploi est également lisible dans les chiffres annoncés puisque les inscriptions à l'ANPE suite à des contrats à durée déterminés ont grimpé de près de 10%. Les annonces de suppressions d'emploi, de difficultés d'entreprise... dans notre département avec comme dernier exemple en date le dépôt de bilan aux fonderies Focast à Châteaubriant, vont encore assombrir le marché du travail.

Et pendant ce temps là, François Fillon déclare "Grâce aux mesures d'allègement de charges, nous avons abaissé en dessous d'un point de croissance, le seuil au-delà duquel l'économie française recommence à créer des emplois."

Quelle déclaration devant une situation aussi grave de la part de notre ministre des affaires sociales... A part lui et ses proches, qui peut croire à une telle phraséologie ?...

### Vers des coupures d'électricité ?



Le syndicat CGT d'EDF intervient publiquement dans le débat sur la production de l'énergie dans le grand ouest à l'approche de l'hiver. "Il risque d'y avoir des coupures si l'hiver est rigoureux" annonce le syndicat qui déplore l'état de la centrale de Cordemais. C'est ainsi que, dans les conditions actuelles, tous moyens confondus en Bretagne et Pays de la Loire, il n'est possible d'assu-

rer que 13 800 mégawatts alors que l'an dernier ce sont 14 000 mégawatts qui ont été nécessaires, face à la demande. Le syndicat est d'autant plus mécontent que cette situation n'est pas née d'hier. Le défaut reconnu sur l'une des deux tranches au charbon a été remarqué, il y a quelques années sans que la direction ne se soucie véritablement des conséquences d'une fissure qui, aujourd'hui, va entraîner une longue réparation.

L'autre question soulevée par le syndicat relève de la structure même de l'entreprise qui dans une conception de rentabilité maximum, préfère envisager des délestages plutôt que de répondre à ses obligations en terme d'entreprise publique. C'est ainsi, relève le syndicat qu'EDF effectue le minimum d'investissement en matière de production afin d'immobiliser le minimum d'argent dans un outil de production qui ne tournerait pas au plus près des 100 pour 100. Nous avons le résultat, aujourd'hui, de cette politique qui risque d'entraîner de graves conséquences pour les usagers d'autant plus, qu'il faut de nombreuses années pour que de nouveaux moyens de production soient opérationnels. Nous vous proposons de revenir dans l'une de nos prochaines éditions sur cette importante question.



### Chantiers de l'Atlantique NON à la Précarité

OUI à la diversification de la construction de navires et à la préservation des savoir-faire !

Roger David, Marc Justy et Jean-Louis, trois Maires de l'agglomération nazairienne s'expriment sur le devenir des Chantiers de l'Atlantique et du Groupe Alstom. Ils répondent conjointement au Directeur de " Marine Hebdo " Alstom, journal de la Direction des Chantiers diffusé aux salariés de l'entreprise et envoyé aux Elus.

#### BREVES

##### Sécurité routière : recueillir l'adhésion des usagers

Au dernier Conseil municipal de Nantes du 16/17 octobre 2003, Claude Constant, élu communiste a interrogé sa collègue Christine Meyer, sur la politique de sécurité routière.

Claude Constant, Adjoint au Maire délégué aux Travaux et aux Approvisionnements :

La sensibilisation à la sécurité routière est une grande cause nationale, qui pourrait recueillir l'adhésion de tous, tant elle doit contribuer à éviter les drames sur la route.

Pouvez-vous détailler, pendant cette semaine d'actions, comment les services municipaux de la Ville ont participé à l'amélioration de la sécurité routière en lien avec ceux de la Communauté Urbaine ?

Christine Meyer, Conseillère sub-déléguée à la Sécurité Routière et au Respect de la Réglementation en matière de stationnement :

Depuis janvier 2003, la " section sécurité routière " de la police municipale assure des contrôles routiers quotidiens et participe aux actions éducatives en milieu scolaire et dans les centres de loisirs. La semaine passée, les contrevenants dont la vitesse n'excédait pas de 20% celle autorisée, ont été convoqués à un entretien afin qu'ils se décident à participer à un stage de sensibilisation à la sécurité routière. Ce choix permettait la levée de la sanction encourue.

La police municipale s'est impliquée à sensibiliser les enfants scolarisés sur les dangers de la route. Enfin la voirie, par son partage entre les différents usagers et ses aménagements, contribue à réduire les risques sur la voie publique. Entre 1980 à 2002, les accidents de la route, en ville, ont diminué de moitié dans le territoire de la Communauté Urbaine.

##### Fermeture du centre d'enfouissement des déchets de "CUNEIX" en 2006

La Commission Syndicale de Grande Brière Mottière, sur proposition d'Hubert Delahaie Syndic de Montoir et Maire-Adjoint de Montoir de Bretagne, a voté la motion suivante lors de sa dernière réunion : " La commission Syndicale de Grande Brière Mottière, gestionnaire du Parc indivis, rappelle son souhait de ne pas voir étendre le site d'enfouissement technique de CUNEIX. Il appartient aux collectivités concernées de mettre en place les filières de collecte et de traitement les plus adaptées et les plus performantes du point de vue du respect ou de la protection de l'environnement, et ceci avant l'échéance de 2006, date de fermeture du site ".



Le 15 octobre 2003

A Monsieur Philippe Bouquet-Nadaud

Monsieur le Directeur de Marine Hebdo,

Nous croyons utile, de répondre collectivement à votre lettre accompagnée de Marine Hebdo Alstom " le Journal du Personnel d'Alstom Atlantique ". Vous tenez à justifier la stratégie industrielle des Chantiers de l'Atlantique, filiale du Groupe Alstom, dans un article intitulé Montage " Exotique " ou Montage " Politique ".

Maires de communes où vivent de nombreux salariés des Chantiers et observateurs de la vie sociale, nous souhaitons vous faire part de nos observations :

1. La réduction des coûts, la suppression " des aides " à la construction navale et le choix de positionner les Chantiers sur le seul créneau de la construction des paquebots ne permettent plus de " remplir " le carnet de commande et fragilise l'outil industriel ;
2. La situation du Groupe Alstom, depuis août 2003, et ses conséquences sur le devenir des Chantiers ne peuvent pas vous libérer de vos responsabilités d'entrepreneurs sur vos choix et les conditions de la sous-traitance dans le cadre de l'activité des Chantiers ;
3. Votre plaidoyer très " allusif " entretient la confusion entre les conséquences sociales de vos choix et l'image des chantiers et leur devenir. Elle nous conforte dans l'idée que l'avenir des Chantiers dépend aussi de la mobilisation de l'Etat, des Elus, des salariés et de leurs syndicats mais aussi de la population.
4. Nous croyons indispensable que les organisations représentatives des salariés aient les moyens de contrôler le respect des droits sociaux des travailleurs français et étrangers de la construction navale.
5. Un des véritables enjeux pour le territoire et ses habitants, c'est la reconnaissance d'une filière maritime, dans laquelle les Chantiers de l'Atlantique pourrait trouver une partie de leur potentiel d'activités ;
6. La diversification, dans le domaine de la construction des navires, et la préservation des savoir-faire des salariés des Chantiers nous paraissent indispensables à l'activité des Chantiers de l'Atlantique et des entreprises qui contribueraient à une construction navale d'avenir.

Enfin, la reconnaissance d'une filière maritime en France pourrait bénéficier de la mise en œuvre du concept dit " des autoroutes de la Mer " au niveau de l'Union européenne et ainsi contribuer à redonner une nouvelle perspective industrielle au Groupe Alstom et aux Chantiers de l'Atlantique.

En tant que Maires, votre stratégie d'entreprise nous interpelle, elle favorise un développement de la précarité, tend à réduire les potentialités d'emplois pour la population locale et ne contribue pas aux objectifs de formation de celle-ci.

Veillez, agréer, Monsieur le Directeur de la publication, nos salutations distinguées.

Roger David  
Maire de Saint-Malo de Guersac  
Vice-Président de la C A R E N E

Marc Justy  
Maire de Saint-Joachim  
Vice-Président de la C A R E N E

Jean-Louis Le Corre  
Conseiller Général du Canton de Montoir de Bretagne  
Maire de Trignac  
Premier Vice-Président de la C A R E N E

#### SEMAINE DU GOÛT

(3ème semaine d'octobre)

Michel Rica, Conseiller municipal de Nantes, interrogé par une collègue sur l'organisation de cette semaine dans la restauration scolaire, dont il a la charge, a notamment déclaré :

" Notre participation s'est concrétisée par des actions dans les 88 restaurants scolaires de la Ville touchant 11 000 enfants. Ainsi, un menu spécial a été réalisé autour des 4 saveurs : sucré, salé, amer, acide.

Concrètement, il a été remis aux élèves des classes élémentaires, un carton-repas sur lequel ils pourront s'initier à la connaissance des goûts de manière ludique... S'agissant de la qualité de la nourriture, de la recherche de plats confectionnés à l'aide de produits issus d'une agriculture dite raisonnable ou d'une agriculture biologique, le service de la restauration a déjà expérimenté certains menus, comme cela s'est fait lors de la semaine du bio, et prendra l'initiative d'autres temps forts en janvier et en avril 2004.

Ainsi, une rencontre avec le président du groupement des agriculteurs bio du département est prévue afin de définir les produits qui pourraient entrer dans la confection de menus à thème, tout en respectant les contraintes techniques.

#### Maintien des activités portuaires à Nantes

Tu as, récemment, exprimé publiquement le positionnement des élus communistes de la Communauté Urbaine de Nantes sur la problématique du développement des activités portuaires à travers quelques dossiers d'actualité. Peux-tu nous en dire plus ?

Yann VINCE : nous avons tout d'abord souligné en quoi l'intervention des élus communistes à la Communauté Urbaine avait permis de bouger la donne sur le projet d'aménagement de l'île de Nantes. Ainsi à l'origine, il était envisagé de faire disparaître les installations portuaires du quai Wilson, l'activité industrielle des entreprises installées sur l'île étant elle-même menacée. Or, nous savons que la raffinerie Beghin Say va doubler sa production à l'horizon 2006 (avec 35 emplois directs à la clé). Si les arrivages de vrac pour la production sucrière sont alors prévus à Cheviré, la recrudescence des transports en camion jusqu'à l'usine de l'île de Nantes entraînerait des conséquences importantes en terme de circulation routière, donc de sécurité et d'environnement : 15 000 camions, route de Pornic ! Nos interventions - auprès des responsables de



l'entreprise, du port, des maires concernés, au Conseil communautaire ont permis d'acter la nécessité de maintenir une mixité des activités sur l'île et donc d'un poste de déchargement sur le quai Wilson.

Tu as également plusieurs fois, exprimé une position différente de celle de la majorité de gauche de l'agglomération sur le dossier du franchissement aval du fleuve à l'ouest de Trentemoult. Qu'en est-il ?

YV : Les élus communistes ne sont pas opposés au principe d'un nouveau franchissement s'inscrivant dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain communautaire. Mais nous attirons l'attention sur le fait qu'un tel ouvrage doit être compatible avec le trafic actuel des navires remontant sur Nantes : plus de 500 navires par an ! Or le site évoqué correspond à la zone d'évitage (de retournement pour les bateaux). Par contre, nous pensons qu'il y a urgence à édifier un ouvrage entre Savenay et Couëron pour soulager le périphérique et pour accompagner la réalisation du futur aéroport de Notre Dame des Landes.



# Ça se passe chez nous

## Agenda

### FORUM

#### Rezé Sud Loire

"Quelle alternative à gauche ?"

Judi 13 novembre 2003

Salle du Seil allée de Provence

#### Saint-Nazaire

"Emploi formation"

Vendredi 5 décembre 2003

#### Nantes

Mercredi 10 décembre 2003

Salle de la Convention

#### Savenay

"Quelle territorialité ?"

9 décembre 2003 à 20h30

#### Saint-Herblain

"Le logement social"

Date à confirmer

### COMITES LOCAUX

#### Nantes

Judi 13 décembre

## LES FORUMS CITOYENS

Les Communistes se veulent à l'offensive. Ils multiplient les initiatives de débats et de confrontations à travers l'ensemble du pays et dans notre département. Ils entendent ainsi contribuer à relancer le débat politique, mettre sur le tapis leurs propositions et faire bouger la gauche.

Les forums qu'ils organisent permettent de mettre ensemble dans un même lieu, des citoyens qui veulent que les choses bougent. C'est ainsi que des lieux nouveaux de rassemblements politiques et sociaux s'ouvrent pour élaborer des contenus transformateurs et progressistes de la société.

Dans notre département, un certain nombre d'initiatives sont programmées à Saint-Nazaire, à Rezé, à Saint-Brévin, à Savenay pour ne citer que les principaux. A Nantes, le 10 décembre, la Fédération organise un forum départemental sur lequel nous reviendrons dans notre prochaine édition, mais dès maintenant, reprenez cette date sur votre calendrier.



**FORUM DÉPARTEMENTAL  
AFFIRMONS NOS BESOINS  
CONFRONTONS NOS SOLUTIONS  
ET DECIDONS ENSEMBLE  
MERCREDI 10 DÉCEMBRE**

**Abonnez-vous  
aux nouvelles**

**10 euros  
pour l'année**

Vous recevrez les nouvelles, vous appréciez son contenu.

Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques

à PCF - Fédération de Loire-Atlantique  
41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

## NÉCROLOGIE

Nous avons appris le décès accidentel de la fille de notre camarade Nicole Claquin, élue à la municipalité de Trignac. Dans de telles circonstances, nous tenons à apporter à Nicole ainsi qu'à toute sa famille et ses proches, nos plus sincères condoléances et amitiés.

Le père de notre camarade Paul Plantive vient de nous quitter. Nous adressons à Paul, à Eliane son épouse ainsi qu'à toute leur famille, nos plus sincères amitiés.